

3000

TA/DM/KR

REPUBLIQUE DE CÔTE  
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE  
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N°4386/2018

JUGEMENT  
CONTRADICTOIRE du  
31/01/2019

Affaire

Monsieur  
Dramane

TRAORE

(Maître DIARRASSOUBA  
Mamadou Lamine)

Contre

Madame BOUARE épouse  
REMARCK Minata

(Maître BAGUY Landry)

DECISION :

Contradictoire

- Déclare l'action de Monsieur  
TRAORE Dramane  
irrecevable pour défaut de  
tentative de règlement  
amiable préalable ;

- Le condamne aux dépens  
de l'instance.

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 31 JANVIER 2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique  
du jeudi trente-un janvier deux mil dix-neuf tenue au siège dudit  
Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **TOURE AMINATA épouse TOURE**, Président du  
Tribunal ;

Messieurs **N'GUESSAN BODO, KOFFI YAO, DICOH  
BALAMINE, DAGO ISIDORE, N'GUESSAN GILBERT, DOSSO  
IBRAHIMA**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître KODJANE MARIE-LAURE épouse  
NANOU**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**Monsieur TRAORE Dramane**, né le 13 Janvier 1963 à Grand-  
Bassam, conseiller clientèle expert à CFAO, de nationalité  
ivoirienne, demeurant à Abidjan-Cocody Riviera Bonoumin, lot  
DXL 01 BP 2114 Abidjan 01, tel : 09 17 84 62 ;

**Demandeur** représenté par **Maître DIARRASSOUBA Mamadou  
Lamine**, Avocat à la Cour, y demeurant à Cocody-Angré 8ème  
tranche à la Rue des Banques à l'immeuble Ange Manuela, entre  
la SGBCI et la BICICI, 1<sup>er</sup> étage, porte A2, 28 BP 194 Abidjan 28,  
Tél : 22 42 75 40 - 01 57 07 83 / Fax : 22 42 76 58 ;

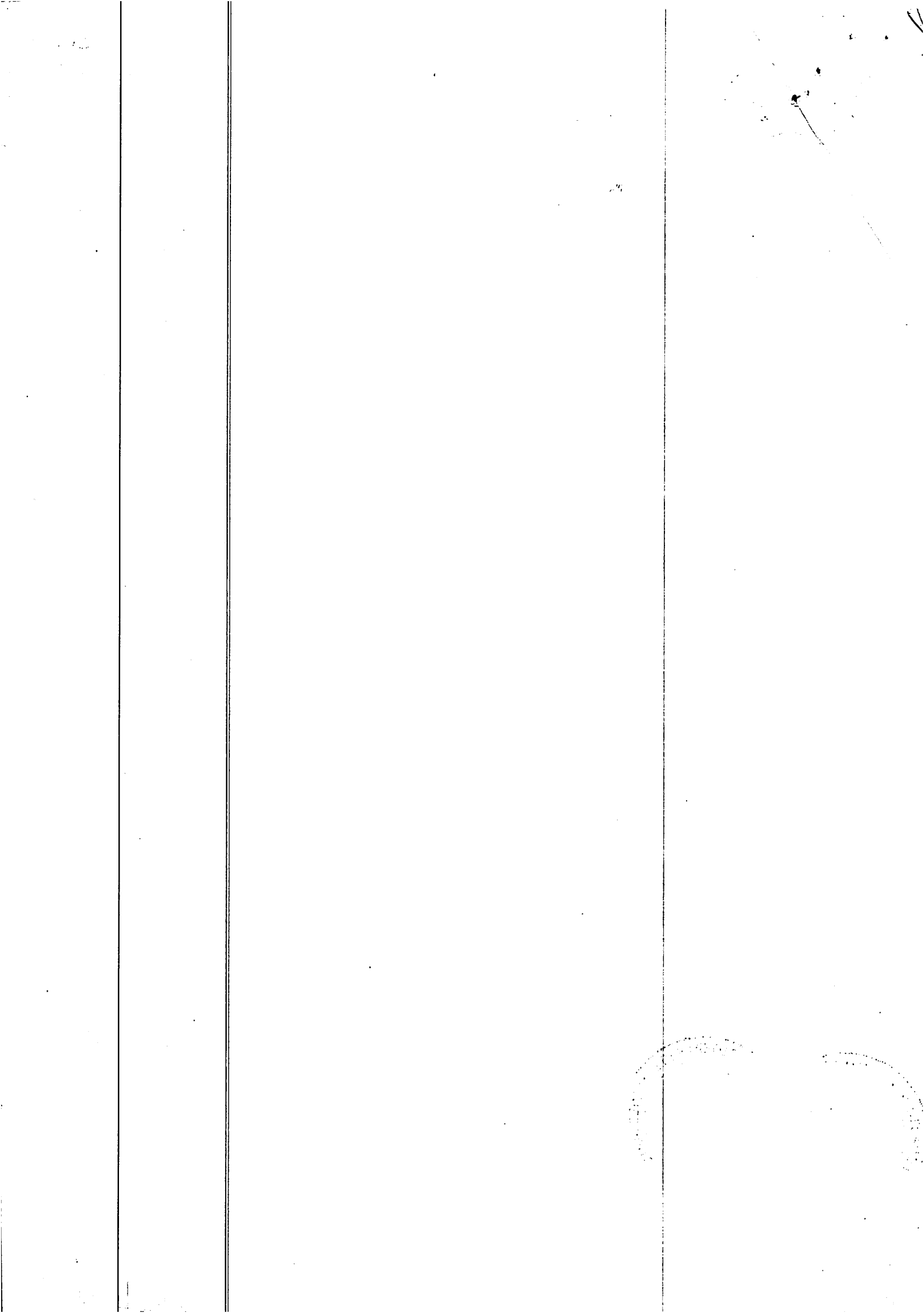
d'une part ;

**Madame BOUARE épouse REMARCK Minata**, propriétaire  
immobilier, de nationalité ivoirienne, tel : 05 70 30 00, demeurant  
à Abidjan Koumassi (Zone Industrielle) ;

**Défenderesse** représentée par **Maître BAGUY Landry**, Avocat  
près la Cour d'Appel d'Abidjan ;

D'autre part ;





Enrôlée le 21 décembre 2018 pour l'audience publique du 03 janvier 2018, l'affaire a été appelée puis renvoyée au 10 janvier 2019 pour la défenderesse ;

A cette date, la cause a été renvoyée au 17 janvier 2019 pour les observations de la défenderesse sur la recevabilité de l'action;

Appelée le 17 janvier 2019, l'affaire étant en état d'être jugée, a été mise en délibéré pour décision être rendue le 31 Janvier 2019;

Advenue cette audience, le Tribunal a rendu le jugement dont la teneur suit :

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens, fins et prétentions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Suivant exploit d'huissier en date du 18 décembre 2018, Monsieur TRAORE Dramane a assigné Madame BOUARE épouse REMARCK Minata à comparaître devant le tribunal de commerce de céans le 11 juillet 2018 pour s'entendre :

- déclarer son action recevable et fondée;
- constater la résiliation abusive par la défenderesse du contrat de partenariat ;
- la condamner à lui payer la somme de 1.387.806.310 F CFA à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;
- condamner la défenderesse aux dépens de l'instance ;

Monsieur TRAORE Dramane expose à l'appui de son action, que le 14 décembre 2010, il a conclu un contrat de partenariat avec Madame BOUARE épouse REMARCK Minata aux termes duquel celle-ci s'est obligée à lui concéder l'exploitation d'un site d'extraction de sable lagunaire sis à Koumassi Zone industrielle pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction ;

En contrepartie, il s'est engagé à lui verser une rémunération mensuelle de 1.000.000 F CFA revue par la suite à 800.000 F CFA ;

Le demandeur ajoute que contre toute attente, le 30 novembre 2011, Madame BOUARE épouse REMARCK Minata a mis fin au contrat en se basant sur les impayés des loyers des mois d'octobre et de novembre 2011 tout en faisant valoir qu'il serait inséré dans le contrat une clause de résiliation de plein droit dudit contrat en cas de non-paiement d'une seule mensualité ;

Ayant examiné la convention, il s'est rendu compte qu'une telle clause n'y figure pas et que c'est donc de manière abusive que le contrat a été résilié ;

Du fait de cette résiliation, souligne le demandeur, il a subi des préjudices tant économique que moral dont il souhaite la réparation à hauteur de la somme de 1.387.806.310 F CFA sollicitée ;

Il indique que le règlement amiable du litige tenté s'est soldé par un échec ;

En réponse, la défenderesse conclut in limine litis à l'irrecevabilité de l'action ;

Elle déclare à cet effet que le courrier portant offre de règlement amiable qui lui a été adressé est une correspondance de Maître Diarrassouba Mamadou Lamine, celui-ci ne produit cependant aucun mandat spécial de représentation de Monsieur TRAORE Dramane ;

Elle fait en outre savoir que l'action intentée par le demandeur est prescrite puisque la rupture du contrat qu'il invoque est intervenue il y a plus de cinq ans alors que son action est soumise à une prescription quinquennal ;

## **SUR CE**

### **Sur le caractère de la décision**

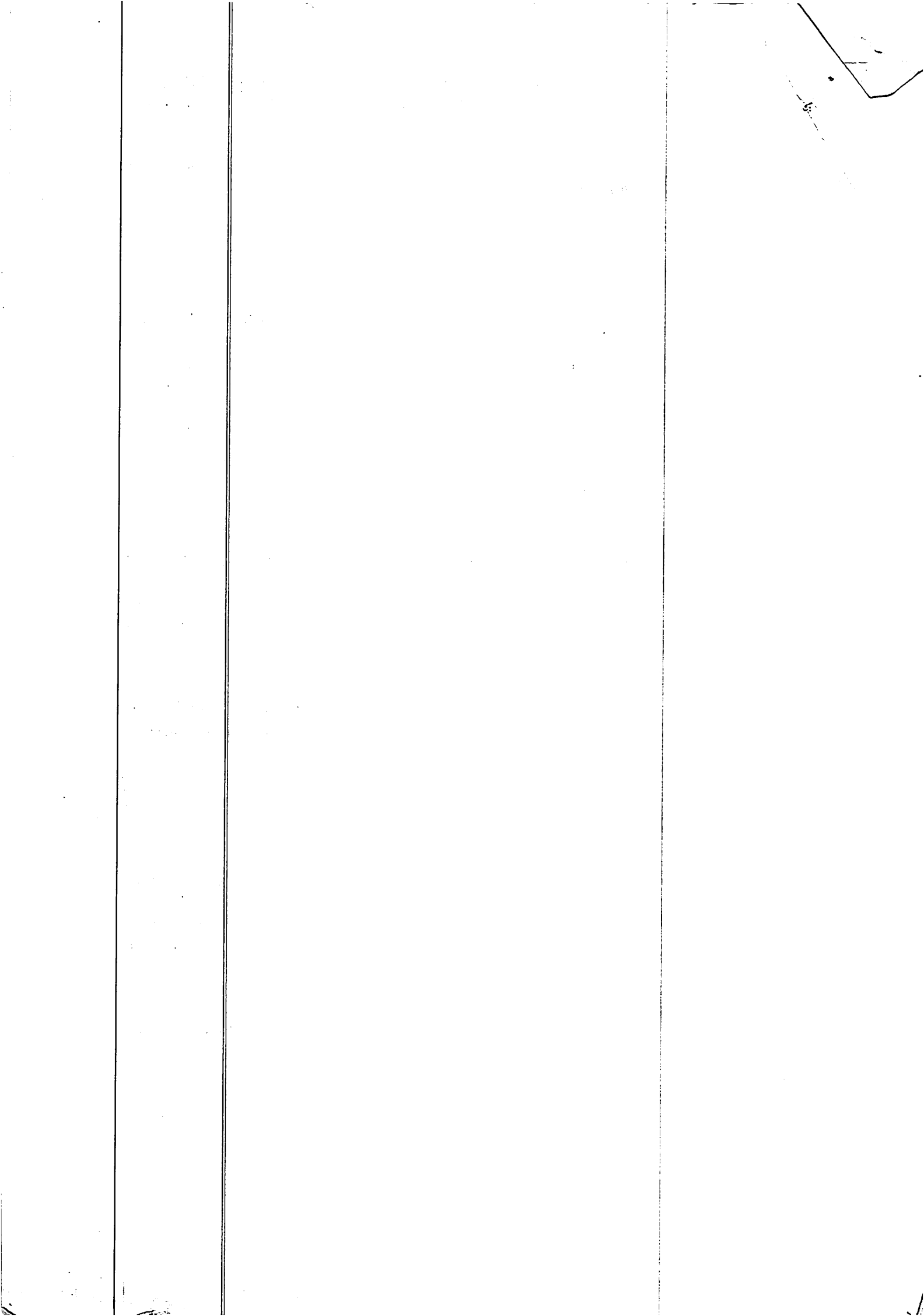
Madame BOUARE épouse REMARCK Minata a fait valoir ses moyens ;

Il convient dès lors, de statuer contradictoirement son égard ;

### **Sur le taux du ressort**

L'article 10 de la loi N°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce dispose : « *Les Tribunaux de commerce statuent :*

*- en premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminée ;*



- en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs» ;

En l'espèce, l'intérêt du litige est de 1.387.806.310 F CFA ;

Il est manifestement supérieur à 25.000.000 F CFA, il convient par conséquent de statuer en premier ressort ;

### **Sur la recevabilité de l'action**

Aux termes de l'article 5 de la loi N°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce :

*« la tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du Tribunal de Commerce et se tient entre les parties elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation » ;*

L'article 41 *in fine* de la même loi dispose que :

*« Si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable » ;*

Il s'infère de la lecture combinée de ces textes que la sanction du défaut de règlement amiable préalable est l'irrecevabilité de l'action ;

De l'examen des pièces de la procédure, il ressort effectivement que l'offre de règlement a été faite par l'Avocat du demandeur, Maître Diarrassouba Mamadou Lamine ;

Toutefois, le mandat produit au dossier de la procédure par le demandeur n'est pas un mandat spécial habilitant l'Avocat à faire une offre de règlement amiable du litige ;

La tentative de règlement amiable ayant lieu avant la saisine du tribunal, le mandat donné à l'avocat afin de la mener pour le compte du demandeur, doit être spécial et différent de son mandat général de représentation découlant des articles 19 et suivants du code de procédure civile, commerciale et administrative ;

Ayant agi en l'espèce sans cette habilitation spéciale, l'offre de règlement amiable par lui faite n'en vaut pas une ;

Les textes susvisés étant impératifs, il sied de conclure en l'espèce, à l'irrecevabilité de l'action pour défaut de tentative de règlement amiable ;



### Sur les dépens

Monsieur TRAORE Dramane succombant, il y a lieu de le condamner aux dépens ;

### PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort :

- Déclare l'action de Monsieur TRAORE Dramane irrecevable pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;
- Le condamne aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

**ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.**



N° 00282793

D.F: 18.000 francs

**ENREGISTRE AU PLATEAU**

Le.....12 MARS 2019.....  
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 20  
N° 408 Bord 269 / 49

**REÇU : Dix huit mille francs**

**Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre**

*[Signature]*



1928-29-30  
O.F. 18.000 francs  
ENREGISTRE AU PLATEAU  
Le 2 Mars 1929  
REGISTRE A.J. Vol. 18.000  
N° 18.000  
REÇU : Dix huit mille francs  
Le Chef du Donateur, de  
l'Université de la Troisième